

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.820/4
DU 25 JANVIER 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Énergie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement, le 4 janvier 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté « modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observation générale

L'arrêté en projet a pour objet d'apporter certaines modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU'.

Comme il a déjà été souligné dans de nombreux avis¹, l'autonomie de la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas entière lorsqu'elle fixe ou modifie le statut des membres du personnel de son service d'incendie.

En effet, elle doit respecter les dispositions générales fixées par le Roi en vertu de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 'sur la protection civile' ainsi que les dispositions prises par Celui-ci en vertu de l'article 13, § 3, de la même loi tout en ne perdant pas de vue qu'il y a lieu de faire une distinction entre ces deux bases légales : la première habilite le Roi à prendre des dispositions générales en matière statutaire, tout en laissant aux autorités communales, intercommunales et de la Région de Bruxelles-Capitale le soin de compléter ces dispositions, alors que la deuxième base légale habilite le Roi seul à établir les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie.

¹ Voir l'avis 27.260/4 donné le 16 mars 1998 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998 'fixant le statut administratif du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale' ; l'avis 32.511/4 donné le 26 novembre 2001 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU' ; l'avis 34.782/4 donné le 3 mars 2003 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 avril 2003 'portant deuxième modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU' ; l'avis 37.420/4 donné le 13 juillet 2004 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2004 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU' ; l'avis 40.954/2/V donné le 9 août 2006 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 septembre 2006 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU' et l'avis 48.634/2/V donné le 26 août 2010 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 février 2011 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU'.

L'autonomie de la Région de Bruxelles-Capitale doit donc s'exercer en tenant compte de ces deux dispositions légales.

L'arrêté du 27 juin 2002 que le présent projet tend à modifier doit être revu dans cette perspective.

Comme l'a également souligné la section de législation du Conseil d'État ², il convient que le Roi adopte des dispositions spécifiques respectant, d'une part, la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale de régler l'organisation et le fonctionnement de l'organisme d'intérêt public auxquels elle confie la lutte contre l'incendie et, d'autre part, les principes généraux du statut administratif et pécuniaires des agents de l'État, rendus applicables au statut du personnel de cet organisme de sorte qu'il ne pourra être mis fin à l'insécurité juridique caractérisant la matière concernée que si l'État fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale agissent de concert ³.

Observations particulières

Préambule

1. L'arrêté royal du 19 avril 1999 'établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie' ne procure pas un fondement juridique au projet examiné et n'est ni modifié ni abrogé par celui-ci. Par conséquent, il ne doit pas être mentionné au préambule. Le deuxième visa qui le mentionne sera dès lors omis.

² Voir l'avis 32.246/4, donné le 22 octobre 2001 sur un projet devenu l'arrêté royal du 14 décembre 2001 'modifiant l'arrêté royal du 19 avril 1999 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie'.

³ Pour ne citer qu'un exemple d'insécurité juridique, la fixation des échelles de traitement du personnel opérationnel du SIAMU est soumise au respect de normes qui peuvent être contradictoires : d'une part, celles qui sont adoptées en application de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 'sur la protection civile' et, d'autre part, celles qui sont adoptées en application de l'article 27, § 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent'.

2. Il n'est pas judicieux de mentionner dans le préambule les modifications subies antérieurement par l'acte réglementaire modifié ⁴. Les mots « modifié par les arrêtés du 16 septembre 2002, du 11 avril 2003 et du 16 décembre 2004 » seront donc omis de l'alinéa 3.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Compte tenu des observations formulées dans la suite de l'avis, le 10° en projet doit être omis.

2. L'article 33 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent' prévoit un intitulé abrégé. La définition qui le concerne est dès lors superflue et doit être omise. Les références à ce texte dans le projet examiné seront remplacées par l'un des intitulés abrégés officiels.

En conséquence, le 11° en projet doit être omis.

3. Dès lors que l'arrêté royal du 21 février 2011 'relatif à la formation des membres des services publics de secours' n'est visé qu'à l'article 38, 1°, en projet, il suffit de le mentionner dans cette disposition avec son intitulé.

En conséquence, le 12° en projet doit être omis.

4. Il résulte de ce qui précède que l'« article 1 » (lire : « article 1^{er}») doit être omis ⁵.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

⁵ *Ibid.*, recommandation n° 52.

Article 3

1. L'article 3 du projet examiné insère un article 38*bis*, § 1^{er}, dans l'arrêté précité du 27 juin 2002. Cet article détermine les conditions pour être nommé à titre définitif au grade de sous-lieutenant, c'est-à-dire à un grade d'officier. La nomination au premier grade d'officier relève de la notion de « nomination [...] des officiers des services publics d'incendie » au sens de l'article 13, § 3, de la loi précitée du 31 décembre 1963 et constitue donc une compétence exclusivement fédérale ⁶.

Dès lors, il n'est pas nécessaire de répéter les conditions de nomination. En effet, il est déconseillé de rappeler les dispositions d'une norme de même rang hiérarchique en les reproduisant ou en les paraphrasant, lorsque cette norme est de toute façon applicable en raison de son champ d'application propre ⁷, d'autant plus qu'en l'espèce ces normes ne sont pas adoptées par l'auteur du projet. De même, la référence à un arrêté royal précis et encore plus à des articles de ceux-ci qui arrêtent les conditions de nomination dans le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU peut poser problème si cet arrêté est modifié sans que le statut le soit également.

Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale.

2. La locution « sans préjudice de » est synonyme d'« indépendamment de ». Elle signifie que la disposition énoncée est sans incidence sur l'application d'une autre disposition; les deux dispositions sont donc sur le même plan et elles peuvent s'appliquer cumulativement. Or l'auteur du projet ne peut pas écarter les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie arrêtées par le Roi. La partie de la phrase qui débute par les mots « sans préjudice de » doit dès lors être omise, d'autant plus que l'auteur du projet fait référence à l'article 9 qui prévoit, sauf le paragraphe 2, des règles qui doivent être déterminées par le statut.

3. L'article 38*bis*, § 2 en projet paraît ajouter la condition de réaliser des heures de stage à la nomination des officiers ou à la délivrance des brevets. Si telle est l'intention de l'auteur du projet, cela excède sa compétence et il doit être omis.

⁶ Voir par exemple l'arrêté royal du 19 avril 1999 'établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie', dont l'article 2 traite de « l'accès au niveau des officiers ».

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 81.

4. Il en résulte que l'ensemble de la disposition doit être omis.

5. La même conclusion vaut pour les articles 5 et 7.

Article 6

1. Il y a lieu de préciser que ce sont les articles 47 à 50 « du même arrêté » qui sont abrogés.

2. L'article 51 du même arrêté détermine son champ d'application en faisant référence aux articles 48 à 50 abrogés par le projet examiné. Il y a dès lors lieu de le modifier pour l'adapter à l'abrogation de ces articles.

Article 8

En ce qui concerne la promotion à un grade qui n'est pas un grade d'officier, l'obligation de satisfaire aux tests physiques est déjà prévue par les articles 56 à 60 de l'arrêté modifié par le projet examiné. L'ajout en projet ne concerne dès lors que les officiers et, par conséquent, excède la compétence de l'auteur de l'acte.

En conclusion, cette disposition sera omise.

Articles 9 et 10

Ces dispositions doivent être omises puisqu'elles aboutissent à ajouter une condition pour la promotion des officiers par rapport à celle que prévoit l'arrêté royal du 19 avril 1999 ou à tout le moins ce que prévoit l'article 23, alinéa 2 de ce même arrêté.

Exécutoire

L'article d'exécution fait défaut.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	A. WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.820/4
VAN 25 JANUARI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 4 januari 2012 door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit “tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Het ontworpen besluit strekt ertoe een aantal wijzigingen aan te brengen in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’.

In talrijke adviezen¹ is er reeds op gewezen dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet over de volle autonomie beschikt om het statuut van de personeelsleden van zijn brandweerdienst vast te stellen of te wijzigen.

Het Gewest moet immers de algemene bepalingen in acht nemen die de Koning heeft vastgesteld krachtens artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 op de civiele bescherming alsmede de bepalingen die Hij heeft uitgevaardigd krachtens artikel 13, § 3, van dezelfde wet, waarbij niet uit het oog mag worden verloren dat een onderscheid dient te worden gemaakt tussen deze twee rechtsgronden : de eerste machtigt de Koning om

¹ Zie advies 27.260/4, op 16 maart 1998 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998 ‘tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp’; advies 32.511/4, op 26 november 2001 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 34.782/4, op 3 maart 2003 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 april 2003 ‘tot tweede wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 37.420/4, op 13 juli 2004 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2004 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 40.954/2/V, op 9 augustus 2006 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 september 2006 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’ en advies 48.634/2/V, op 26 augustus 2010 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 februari 2011 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’.

algemene bepalingen uit te vaardigen op het stuk van het statuut, waarbij het aan de overheden van de gemeenten, van de intercommunales en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt overgelaten die bepalingen aan te vullen, terwijl de tweede rechtsgrond uitsluitend de Koning machtigt om de geschiktheids- en bekwaamheidsmaatstaven alsmede de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor de officieren van de openbare brandweerdiensten vast te stellen.

De autonomie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet dus worden uitgeoefend rekening houdend met die twee wetsbepalingen.

Het besluit van 27 juni 2002 dat bij het voorliggende ontwerp zou worden gewijzigd, moet met het oog daarop worden herzien.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft er ook reeds op gewezen² dat de Koning specifieke bepalingen moet uitvaardigen die enerzijds rekening houden met de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de organisatie en de werkwijze te regelen van de instelling van openbaar nut waaraan ze brandbestrijding toevertrouwt, en anderzijds met de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren, die van toepassing zijn verklaard op het statuut van het personeel van die instelling, zodat alleen een einde kan worden gemaakt aan de rechtsonzekerheid die kenmerkend is voor de betrokken aangelegenheid indien de federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gezamenlijk optreden³.

² Zie advies 32.246/4, op 22 oktober 2001 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 14 december 2001 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 1999 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten'.

³ Bij wijze van voorbeeld van rechtsonzekerheid : de weddeschalen van het operationeel personeel van de DBDMH moeten worden vastgesteld met inachtneming van rechtsregels die tegenstrijdig kunnen zijn: enerzijds de rechtsregels aangenomen met toepassing van artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 'op de civiele bescherming' en anderzijds de rechtsregels aangenomen met toepassing van artikel 27, § 2, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 'tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen'.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Het koninklijk besluit van 19 april 1999 ‘tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten’ levert geen rechtsgrond op voor het voorliggende ontwerp en wordt er niet door gewijzigd of opgeheven. Er is dan ook geen reden om het in de aanhef te vermelden. De tweede aanhefverwijzing waarin dat besluit wordt genoemd moet derhalve vervallen.

2. Het heeft geen zin in de aanhef de wijzigingen te vermelden die vroeger aangebracht zijn in de verordening die gewijzigd wordt⁴. In het derde lid moeten de woorden “gewijzigd door de besluiten van 16 september 2002, 11 april 2003 en 16 december 2004” bijgevolg vervallen.

Dispositief

Artikel 1

1. Gezien de opmerkingen gemaakt verder in het advies, moet het ontworpen onderdeel 10° vervallen.

2. In artikel 33 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 ‘tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen’ wordt een verkort opschrift gegeven. De omschrijving die van dat besluit gegeven wordt is bijgevolg overbodig en moet vervallen. De verwijzingen naar die regeling in het onderzochte ontwerp moeten vervangen worden door één van de officiële verkorte opschriften.

Het ontworpen onderdeel 11° moet derhalve vervallen.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 30.

3. Aangezien het koninklijk besluit van 21 februari 2011 ‘betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten’ alleen genoemd wordt in het ontworpen artikel 38, 1°, is het voldoende dat dit met zijn opschrift wordt vermeld in die bepaling.

Het ontworpen onderdeel 12° moet derhalve vervallen.

4. Uit het bovenstaande volgt dat artikel 1 (in de Franse tekst schrijve men “article 1^{er}” in plaats van “article 1”⁵) moet vervallen.

Artikel 3

1. Bij artikel 3 van het voorliggende ontwerp wordt een artikel 38bis, § 1, ingevoegd in het voornoemde besluit van 27 juni 2002. Dat artikel bepaalt de voorwaarden om vast benoemd te worden als onderluitenant, dat wil zeggen in een graad van officier. Benoemingen in de eerste graad van officier vallen onder het begrip “[benoeming] (...) [van] de officieren van de openbare brandweerdiensten” in de zin van artikel 13, § 3, van de voornoemde wet van 31 december 1963 en zijn dus een zuiver federale bevoegdheid⁶.

Het is dan ook niet nodig de benoemingsvoorwaarden in herinnering te brengen. Er wordt immers afgeraden bepalingen te vermelden van een regeling van dezelfde rangorde door ze over te nemen of te parafraseren als die regeling hoe dan ook toepasselijk is op grond van de eigen werkingssfeer ervan⁷, temeer daar die regels in casu niet uitgevaardigd zijn door de steller van het ontwerp. Zo ook kan de verwijzing naar een welbepaald koninklijk besluit, laat staan naar artikelen uit zulk een besluit waarbij de benoemingsvoorwaarden worden vastgelegd in het administratief en geldelijk statuut van het operationeel personeel van de DBDMH, problemen doen rijzen indien dat besluit wordt gewijzigd zonder dat het statuut eveneens wordt gewijzigd.

Wat dat betreft wordt verwezen naar de algemene opmerking.

⁵ *Ibid.*, aanbeveling 52.

⁶ Zie bijvoorbeeld het koninklijk besluit van 19 april 1999 ‘tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten’, waarvan artikel 2 gaat over “de toegang tot het officiers-niveau”.

⁷ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 81.

2. De term “onverminderd” is synoniem van “los van”. Hij betekent dat de bepaling in kwestie geen gevolgen heeft voor de gelding van een andere bepaling; beide bepalingen staan dus op hetzelfde niveau en ze kunnen tegelijk van toepassing zijn. De steller van het ontwerp kan de door de Koning vastgestelde geschiktheids- en bekwaamheidscriteria of benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten evenwel niet terzijde schuiven. Het zinsdeel dat begint met de term “onverminderd” moet derhalve vervallen, temeer daar de steller van het ontwerp verwijst naar artikel 9 dat, met uitzondering van paragraaf 2, voorziet in regels die bepaald moeten worden door het statuut.

3. Het ontworpen artikel 38*bis*, § 2, lijkt een extra voorwaarde te stellen voor de benoeming van officieren of de uitreiking van brevetten, namelijk een aantal uren stage. Indien dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp, gaat hij daarmee zijn bevoegdheid te buiten, en moet die paragraaf vervallen.

4. Daaruit volgt dat de hele bepaling moet vervallen.

5. Dezelfde conclusie geldt voor de artikelen 5 en 7.

Artikel 6

1. Er moet worden gepreciseerd dat de artikelen 47 tot 50 “van hetzelfde besluit” worden opgegeven.

2. Artikel 51 van hetzelfde besluit bepaalt de werkingssfeer ervan door te verwijzen naar de artikelen 48 tot 50 die opgeheven worden bij het voorliggende ontwerp. Het moet derhalve aangepast worden aan het feit dat die artikelen opgeheven worden.

Artikel 8

Wat betreft de bevordering tot een graad die geen officiersgraad is, wordt het vereiste om te voldoen aan de fysieke testen reeds gesteld in de artikelen 56 tot 60 van het besluit dat bij het voorliggende ontwerp wordt gewijzigd. De ontworpen toevoeging heeft derhalve enkel betrekking op de officieren en valt bijgevolg buiten de bevoegdheid van de steller van de handeling.

Het besluit is dan ook dat die bepaling moet vervallen.

Artikelen 9 en 10

Die bepalingen moeten vervallen omdat ze ertoe leiden dat een extra voorwaarde wordt gesteld voor de bevordering van officieren ten opzichte van die waarin het koninklijk besluit van 19 april 1999 voorziet, of op zijn minst van wat bepaald is in artikel 23, tweede lid, van hetzelfde besluit.

Uitvoeringsbepaling

Er is geen uitvoeringsbepaling.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw de Heer	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY